

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle Carrières, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 01/07/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DEROMEDI CARRIERES**

Jussy  
58220 Ciez

Références : 240286

Code AIOT : 0005400359

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement DEROMEDI CARRIERES implanté Jussy 58220 Ciez.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DEROMEDI CARRIERES
- Jussy 58220 Ciez
- Code AIOT : 0005400359    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Le site est une carrière à ciel ouvert de calcaire autorisée depuis 1999. Ce site fait partie des quatre carrières formant "Les carrières de Jussy" situées sur les communes de Ciez et Entrain-sur-Nohain.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de l'inspection 2023
- rejets
- déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Poussières / propreté	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 29		Demande d'action corrective	1 Mois
6	Eaux pluviales et autres eaux propres	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 26.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
7	Recyclage des eaux de procédés	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 26.3	/	Demande d'action corrective	2 Mois
8	Rejets	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 27.3	/	Demande d'action corrective	2 Mois
9	Traitement et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 35	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
10	Documents de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Demande d'action corrective	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Poussières / propreté	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6		
3	Déchets	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 35	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Poussières	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 31		

5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 25.4	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
---	---	--	--	--------------------------

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des améliorations ont été faites. Les déchets stockés hors du périmètre d'autorisation ont été évacués.

Le site ne dispose pas de plan des réseaux et doit améliorer ses rejets.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Poussières / propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Installations de broyage / concassage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 03/05/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <p>Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées.</p> <p>Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin. [...]</p> <p>L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.). Y sont également précisés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.), ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ;</li><li>- la liste des pistes revêtues ;</li><li>- les dispositions prises en matière d'arrosage des pistes ;</li><li>- les éléments technico-économiques justifiant l'impossibilité d'utiliser les voies de transport mentionnées ci-dessus.</li></ul> <p>Pour les produits de faible granulométrie inférieure ou égale à 5 mm, en fonction de l'humidité des produits ou des déchets, les camions entrants ou sortants du site sont bâchés si nécessaire.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection 2023 avait mis en évidence l'absence de procédure récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.).</p> <p>Une procédure a été mise en place et envoyée à l'inspection.</p>


**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 2 : Poussières / propreté


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Conception et aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 03/05/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant prend des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les émissions de poussières sur les installations de traitement des matériaux doivent être soit abattues par pulvérisation d'eau, soit captées et épurées ;</li><li>- la hauteur de chute des matériaux sur les tapis et les tas de stockage ne doit pas être supérieure à 3 m ;</li><li>- la surface des tas de matériaux pulvérulents doit être protégée ou traitée pour éviter la dissémination des poussières par le vent.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Les inspections de 2022 et 2023 ont mis en évidence que les tas de matériaux n'étaient pas protégés ou traités pour éviter la dissémination de poussières par le vent.</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir avancé sur ce point puisque cela est prévu dans le futur dossier de renouvellement.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit protéger ou traiter ses tas de matériaux pour éviter la dissémination de poussières par le vent</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois

### N° 3 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 35
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Evacuation des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 03/05/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les différentes catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les justificatifs de ces éliminations sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que les déchets (ferrailles, pneumatiques, pièces d'usure, ...) sont évacués dans ces conditions. Le stockage temporaire des déchets présentant des risques de pollution s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques et des eaux de crue.</p>
<b>Constats :</b> <p>Depuis 2020, l'inspection constatait de nombreux déchets stockés en dehors du périmètre de l'autorisation de la carrière. Cela a conduit à un arrêté de mise en demeure en date du 26 octobre 2023.</p> <p>Lors de la présente inspection, il a été constaté que les déchets avaient été évacués. Le premier point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 octobre 2023 est satisfait.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure




#### N° 4 : Poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Surveillance des retombées de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 03/05/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Conditions de mesures. Les débits des effluents gazeux et leurs concentrations en polluants sont rapportés aux conditions normales de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour les installations de séchage pour lesquelles les mesures se font sur gaz humide. Les rejets à l'atmosphère des installations listées ci-dessous sont faits dans les conditions suivantes :</p> <p>Filtre 1 : paramètre : poussières - débit maximal : 1 800 m<sup>3</sup>/h - concentration : 20 mg/Nm<sup>3</sup> - flux : 0,036 kg/h - flux : 0,85 kg/j</p> <p>Filtre 2 : paramètre : poussières - débit maximal : 8 000 m<sup>3</sup>/h - concentration : 20 mg/Nm<sup>3</sup> - flux : 0,16 kg/h</p>
<b>Constats :</b> <p>Suites aux inspections de 2022 et 2023, il était demandé à l'exploitant de fournir les factures des changements de filtres à manche sur l'engin HAZEMAG et également de fournir les dernières analyses poussières.</p> <p>Une facture en date du 31/05/2023 a été fournie à l'inspection. Cette facture indique une commande de 75 manches pour l'équipement nommé HAZEMAG et également d'autres manches pour les autres équipements.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats de ses mesures de rejets atmosphériques pour l'année 2023 à l'inspection.</p> <p>La mesure de septembre 2023 montre un dépassement de VLE concernant les rejets de poussières pour l'engin FCB2.</p> <p>Le rapport indique que lors de la première mesure (sur 3 en tout) la concentration sur gaz secs et le flux horaire était très élevé, 54 mg/m<sup>3</sup> (VLE : 20 mg/m<sup>3</sup>) et 471 g/h respectivement. La moyenne des trois mesures indique 20.7 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant a fait refaire des analyses poussières pour l'engin FCB2 et l'engin DRAGON en décembre 2023 qui n'appellent pas d'observation.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite


**Proposition de suites :**

## N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 25.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 03/05/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...]</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection de 2023 avait permis de constater plusieurs fûts et bidons sans rétention et non étiquetés, ce qui avait conduit à l'arrêt de mise en demeure du 26 octobre 2023.</p> <p>Lors de la présente inspection, les bidons et fûts étaient sur rétention mais mal positionnés, certains à cheval sur deux rétentions, de plus aucun affichage indiquant la compatibilité des produits n'était affiché. Également, plusieurs fûts sont apparus non étiquetés.</p> <p>Depuis cette inspection, l'exploitant a renvoyé des photos indiquant un plan des rétentions, les compatibilités des produits affichés et les fûts étiquetés de manière claire et lisible.</p> <p>Le deuxième point de l'arrêt de mise en demeure du 26 octobre 2023 est satisfait.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure


## N° 6 : Eaux pluviales et autres eaux propres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 26.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Elles sont collectées par un réseau spécifique et rejetées dans le milieu naturel après décantation ou injectées en appoint dans le circuit de recyclage des eaux de procédés.  En milieu karstique, ces eaux doivent être évacuées de manière à ne pas regagner directement le réseau karstique souterrain et éviter sa contamination.
<b>Constats :</b>  L'exploitant explique qu'il dispose d'un plateau filtrant par lequel transitent les eaux du site mais ne dispose pas de plan pour justifier de la canalisation de ces eaux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit justifier que ces eaux sont collectées par un réseau spécifique et rejetées dans le milieu naturel après décantation ou injectées en appoint dans le circuit de recyclage des eaux de procédés.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

## N° 7 : Recyclage des eaux de procédés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 26.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les rejets éventuels à l'extérieur du site autorisé d'eaux de procédés des installations de traitement des matériaux et de lavage des véhicules sont interdits. Ces eaux sont collectées séparément et intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eaux de procédés de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.
<b>Constats :</b>  Le dispositif de lavage des roues a ses eaux collectées dans un bassin étanche qui est nettoyé environ tous les 2 mois. Ce bassin est divisé en plusieurs compartiments permettant la décantation et le recyclage des eaux.  En ce qui concerne les eaux de lavage des véhicules, celles-ci sont rejetées dans un bassin de décantation mais ne sont pas recyclées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit recycler ses eaux de lavages.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

## N° 8 : Rejets


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 27.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Eaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents rejetés par l'établissement, quelque soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pH (mesuré dans l'effluent en amont du rejet suivant la norme NFT 90 008) compris entre 5,5 et 8,5,</li><li>- température (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30°C,</li><li>- couleur (mesurée suivant la norme NFT 90 034) telle que la modification de la couleur du milieu naturel récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne dépasse pas 100 mlPt/l,</li><li>- absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de l'écoulement dans le milieu naturel ni après 5 jours d'incubation à 20°C,</li><li>- matière en suspension totale (MEST mesurée suivant la norme NFT 90 105) inférieure à 35 mg/l,</li><li>- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO mesurée suivant la norme NFT 90 101) inférieure à 125 mg/l,</li><li>- hydrocarbures (mesurés suivant la norme NFT 90 114) inférieurs à 10 mg/l.</li></ul> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 h. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les différentes analyses des rejets montrent des dépassement en MES depuis les analyses du 05/04/2023. Ces analyses sont effectuées tous les 6 mois. Les valeurs sont de 240 mg/L en avril 2023, 420 mg/L en novembre 2023 et 43 mg/L avril 2024.</p> <p>Le point de rejet a été vu au cours de la présente inspection ; il est apparu avec une turbidité importante.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit se remettre en conformité sur ce point.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective


**Proposition de délais :** 2 Mois



## N° 9 : Traitement et élimination des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article Art 35
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différentes catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les justificatifs de ces éliminations et valorisations sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que les déchets (ferrailles, pneumatiques, pièces d'usures,...) sont évacués dans ces conditions.  [...]
<b>Constats :</b>  Il a été observé dans la benne "ferrailles" des panneaux de mousses isolantes dont l'extérieur était un revêtement métallique en grande quantité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit justifier de la pertinence de stocker ces panneaux en ferrailles.  L'exploitant doit justifier de l'élimination ou la valorisation de ces déchets.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois

**N° 10 : Documents de l'installation.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour les documents suivants :  - les plans, en particulier, pour les installations concernées :  - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;  - le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ;  - le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ;  [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas de plan à jour de ses réseaux d'eaux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit disposer de plan à jour de ses réseaux d'eaux.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

**Annexe confidentielle**  
**Non communicable au public**

**Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées**

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible (1)
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres: préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux ...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Poussières / propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 29

Information confidentielle :

Lors de l'inspection, l'exploitant envisageait de déposer son dossier de renouvellement entre début et mi 2025.